11e Session de la Conférence des Parties à la Convention sur les zones humides
(Ramsar, Iran, 1971)

« Les zones humides : lieux de vie et destinations »

Bucarest, Roumanie, 6 au 13 juillet 2012

Point XV de l'ordre du jour	**Ramsar COP11 DOC. 16**

Informations générales sur les questions financières et budgétaires

1. À sa 43e Réunion (SC43), le Comité permanent a approuvé, pour communication à la 11e Session de la Conférence des Parties contractantes, un projet de résolution sur les questions financières et budgétaires avec deux options de budgets (administratif et non administratif) combinés pour la période triennale 2013-2015. Dans ses décisions SC43-21 et 22, le Comité a demandé d'affiner ce qui avait été présenté à la réunion et a invité le Secrétariat et le Président du Sous-groupe sur les finances à préparer un document d'information pour la COP11 comprenant une analyse des incidences de ces deux options budgétaires.

2. C'est la première fois que la Conférence des Parties est invitée à examiner et approuver un budget combiné, un budget qui comprend aussi bien un budget administratif financé par les contributions des Parties, fondées sur le barème des quotes-parts des Nations Unies comme précédemment et un élément non administratif financé par des contributions volontaires additionnelles. Le Secrétariat et le Comité permanent ont la ferme conviction que l'approbation par la COP des deux éléments pour la période triennale 2013-2015 soutiendra positivement les efforts de tous en matière d'application du Plan stratégique de la Convention et d'obtention d'un financement pour la Convention de Ramsar et ses contributions précieuses aux questions de l'eau et des zones humides.

3. L'annexe I du projet de résolution COP11 DR2 sur les questions financières et budgétaires et à ce présent document fournit le budget combiné pour chacune des deux options budgétaires. Les annexes II, III et IV au présent document contiennent des explications sur les options de budget administratif et les contributions requises pour financer ces options ainsi que le personnel nécessaire pour soutenir les travaux en 2013-2015.

Budget administratif

4. En annexe V figure un bref résumé de l'utilisation faite du budget administratif adopté à la COP10. Les Parties se souviendront que la COP10 a approuvé une augmentation annuelle de 4% des contributions des Parties de 2009 à 2012, ce qui a permis de mettre en place le poste de coordonnateur des partenariats et de tenir compte de l'inflation prévue des salaires mais sans augmentation d'autres postes budgétaires. Les révisions annuelles des budgets approuvés par la COP10 ont été adoptées par le Comité permanent pour 2011 et 2012 afin de tenir compte des réalités du moment telles que les taux de change,

l'inflation et la nécessité d'adopter une attitude prudente dans la situation économique instable actuelle.

5. Les deux options de budget administratif pour 2013-2015, présentées pour examen à la COP11 sont jointes en annexe I. **Veuillez noter les modifications mineures dans la présentation des options de budget administratif pour 2013-2015, qui ont été faites à la demande des Parties en vue de garantir une meilleure compréhension. Toute Partie qui souhaiterait consulter les présentations précédentes peut en faire la demande au Secrétariat.** L'annexe III contient les contributions indicatives des Parties pour les deux options (en prenant pour hypothèse que le barème des quotes-parts des Nations Unies et le nombre de Parties contractantes restent constants).

Budget administratif 2013-2015 – Revenu des contributions

6. La base du budget administratif 2013-2015, ce sont les contributions au budget administratif de toutes les Parties pour 2012, approuvées par la COP10. L'option A présume que ces contributions (en montant total) ne changent pas pour 2013, 2014 et 2015. L'option B présume que ces contributions augmentent de 2% pour chacune des trois années. (2%, c'est l'équivalent du taux d'inflation suisse annuel présumé.)

Budget administratif 2013-2015 – Autres revenus et dépenses

7. Tous les autres revenus et dépenses pour 2013-2015 ont été réévalués d'après les attentes actuelles, en tenant compte des contraintes globales contenues dans le paragraphe 6 ci-dessus et en suivant les orientations données dans les décisions de la 43e Réunion du Comité permanent. Veuillez consulter l'annexe I pour les détails.

8. Au total, le revenu et les dépenses peuvent être résumés comme suit :

	2009-2012 Budget	**2013-2015 Budget versions A et B**
Revenu des contributions	94,9%	95,3%
Autres revenus	5,1%	4,7%
Total	100,0%	100,0%
Coût de personnel	67,9%	65,5%
Voyages	2,4%	3,1%
Communication/CESP/documentation/traduction/web	3,5%	4,4%
Appui au SISR	3,3%	3,2%
Frais du Comité permanent/autres frais de fonctionnement	3,2%	3,4%
Frais juridiques	0,0%	1,1%
Créances douteuses	0,3%	0,9%
Pertes de change	0,7%	0,7%

Fonds de réserve	0,0%	1,4%
GEST	1,9%	2,0%
Initiatives régionales	5,5%	3,0%
Coût UICN (13% des autres postes budgétaires)	11,3%	11,2%
Total	100,0%	100,0%

9. Les paragraphes 10 à 21 ci-après contiennent d'autres explications sur les éléments clés du budget administratif, en commençant par les éléments pour lesquels le traitement est constant dans les deux versions budgétaires puis ceux pour lesquels les hypothèses budgétaires sont différentes. L'option A du budget est considérée par le Secrétaire général comme un choix peu raisonnable car il est probable qu'il réduirait les capacités du Secrétariat durant la période triennale (voir paragraphes 19 à 22 ci-dessous).

Hypothèses de dépenses administratives constantes dans l'option A et dans l'option B

10. Aucun changement dans les dispositions d'hébergement du Secrétariat n'est prévu. Les budgets supposent un hébergement continu par l'UICN dans le cadre de la Lettre d'entente avec l'UICN signée en 2009. Les frais sont renégociés chaque année mais la base des services et des frais est fixe. Les options budgétaires sont calculées en présumant un paiement à l'UICN de 13% des postes budgétaires de dépenses administratives pertinentes, qui est le plafond introduit dans la décision SC37-41 (2008) et qui figure maintenant dans le paragraphe 12 du projet de résolution COP11 DR2.

11. **Augmentation annuelle du Fonds de réserve**. Vu les conditions économiques mondiales et les taux de change volatiles de ces dernières années, la 43e Réunion du Comité permanent a conclu que les paramètres du Fonds de réserve fixés dans la Résolution VI.17 (1996) avaient besoin d'être mis à jour pour introduire un taux minimum pour le Fonds de réserve, un maximum plus élevé et un niveau idéal de 15% du budget administratif annuel (DR2, par. 22). Le Comité permanent a aussi déterminé que les options budgétaires présentées à la COP11 devaient inclure une provision pour parvenir à cet idéal de 15% avant la fin de 2015, de sorte que dans les deux options budgétaires, CHF 75 000 par an sont mis de côté pour atteindre cet objectif. (Ce chiffre a été calculé pour tenir compte du résultat réel pour 2011 meilleur que prévu. Dans la décision SC43-43, il est prévu que CHF 160 000 par an seront requis pour atteindre cet objectif.)

12. **Personnel**. Les deux options de budget administratif présument que les 22,5 postes énumérés dans l'annexe IV seront maintenus. Dans les deux options, les frais salariaux représentent environ 66% du budget administratif. Les hypothèses concernant l'inflation des coûts salariaux diffèrent – voir ci-dessous. Dans les deux options, des frais additionnels de CHF 70 000 sont budgétés pour le recrutement, l'installation et l'emploi d'un nouveau Secrétaire général en 2013. Il est présumé qu'un nouveau Secrétaire général aura besoin de l'ensemble des indemnités de poste d'expatrié, y compris les frais de scolarité, et des provisions sont faites à cet effet pour 2014 et 2015 également.

13. **Budgets modestes et inchangés pour les voyages dans chacune des trois années**. Les budgets de voyage ont été légèrement augmentés par rapport au niveau de 2012 approuvé par la COP10. En effet, ils n'ont pas été augmentés depuis 2008 malgré les coûts accrus et l'ajout d'un budget de voyage nécessaire pour le Coordonnateur des partenariats.

14. **Appui juridique**. Dans les deux options budgétaires, il a été possible de financer une attribution de CHF 60 000 par an pour un appui juridique, ce qui équivaut à un poste à 20%. Ce besoin est identifié depuis longtemps pour le Secrétariat.

15. **Systèmes de gestion des documents et site web**. Dans les deux options budgétaires, les frais d'appui permanent au site web d'un montant de CHF 30 000 par an, sont complétés par un investissement nécessaire prévu pour le site web et les systèmes de gestion des documents. Cet investissement est actuellement estimé à environ CHF 164 000 commençant à partir de 2013 et se terminant à la fin de la période triennale. Un investissement régulier dans le principal outil de communication de la Convention et le logiciel de gestion de la documentation sera toujours nécessaire et ce sera tout particulièrement le cas dans la période triennale prochaine car le fournisseur de services actuel du Secrétariat a indiqué qu'il ne développerait plus la plateforme actuelle. Ces outils soutiennent des fonctions clés du Secrétariat et ont déjà permis de réduire la nécessité d'imprimer, d'expédier, et en général de stocker et de diffuser l'information pour les Parties.

16. **Modeste financement pour les Initiatives régionales et le GEST**. Concernant les Initiatives régionales, vous trouverez davantage d'information dans le document COP11 DOC. 13. Il y a maintenant plusieurs Initiatives régionales établies pour lesquelles un appui financier serait utile. Les deux options de budget administratif Ramsar sont conçues pour soutenir les besoins à hauteur de CHF 400 000 pour la période triennale, qui seront attribués par le Comité permanent. Pour le Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST), le budget administratif finance le Conseiller scientifique et technique. En outre, il y a deux postes budgétaires pour le GEST, pour un montant total de CHF 80 000 par an, pour couvrir les frais d'une réunion annuelle du GEST à Gland et une somme supplémentaire pour les voyages/per diem du Président du GEST lorsqu'il représente le GEST et/ou une petite contribution annuelle pour l'application des tâches du GEST. Dans l'année de la COP, ce poste financera la présence de quelques membres clés du GEST à la COP. (Voir aussi par. 21 ci-dessous – L'option B propose des allocations additionnelles pour les Initiatives régionales et le GEST.)

17. **Provisions pour défaut de paiement des contributions et pertes de change**. Des augmentations annuelles nécessaires ont été proposées pour les provisions concernant d'éventuels défauts de paiement des contributions annuelles (CHF 50 000 par an) et les pertes de change (CHF 35 000). Comme discuté dans le document COP11 DOC.15, le défaut de paiement des contributions annuelles pose un réel problème qui ne cesse de s'aggraver. Dans chacune des quatre années écoulées, le Secrétariat a mis de côté un montant croissant de manière à pallier le défaut de paiement probable de contributions par un certain nombre de plus petites Parties qui ne peuvent pas remplir leurs obligations à cet égard ou qui ne le font pas. En ce qui concerne les pertes de change, le budget administratif de la Convention est essentiellement libellé en francs suisses mais il y a des revenus et dépenses en devises étrangères et le Secrétariat procède aux transactions en utilisant trois monnaies. La volatilité récente des marchés monétaires et la solidité constante du franc suisse ont illustré les risques associés à une correspondance imparfaite des flux monétaires. Le but est de ne faire aucune perte et aucun gain sur les devises mais la réalité est qu'une petite provision budgétaire pour des pertes éventuelles est prudente.

18. Aucun financement administratif n'est proposé pour entamer le plan de recrutement de Responsables régionaux ou d'appui additionnel pour le Groupe des partenariats, souhaité

depuis longtemps. Ces coûts importants sont inclus dans les fonds volontaires (voir par. 24 ci-dessous). Il n'y a toujours pas de financement pour la COP et les réunions régionales. Comme précédemment, ces coûts sont aussi inclus dans le budget non administratif bien que la volonté des Parties d'aider volontairement à les financer semble être plus faible que jamais. Il n'y a pas d'investissement administratif pour la mise à niveau des processus d'appui du Service d'information sur les Sites Ramsar (SISR) et de la Banque de données des Sites Ramsar. Naturellement, un examen complet de l'appui au SISR, fondamental pour la réalisation du Plan stratégique de la Convention, est nécessaire mais pour l'instant cela ne figure que dans le budget non administratif. Aucune refonte du programme de stagiaires n'est en cours.

Hypothèses de dépenses administratives différentes dans l'option A et dans l'option B

19. **Coûts salariaux**. L'option A du budget administratif présume qu'il n'y aura pas d'augmentation des coûts salariaux pour chacune des années 2013, 2014 et 2015. L'option B prend l'hypothèse d'une augmentation des coûts salariaux de 2% par an pour tenir compte de l'inflation. Il est peu probable que l'augmentation annuelle du coût de la vie en Suisse soit très inférieure à 2% par an – bien que l'indice du coût de la vie local et les prévisions ne montrent pas d'inflation importante des coûts locaux sur la période triennale passée et la prochaine, pour des postes tels que les frais de scolarité, les frais de location et les frais d'assurance maladie, des coûts qui affectent tout particulièrement le personnel expatrié du Secrétariat, le coût de la vie local continue d'augmenter.

20. Si l'inflation locale devait poser problème et/ou si l'UICN termine son plan de révision du barème des salaires dans la prochaine période triennale (une chose que l'UICN diffère depuis quelques années), le Secrétaire général devra proposer de modestes augmentations de salaire pour maintenir le personnel et/ou recruter de nouveaux employés. Faire cela avec un budget fixe nécessitera soit une diminution du nombre d'employés, soit une coupe dans d'autres dépenses importantes. De nombreuses zones du budget étant déjà calculées au plus serré, cela nécessiterait un ajustement important de postes budgétaires tels que les Initiatives régionales, le GEST, les frais de l'UICN, entre autres.

21. L'augmentation de 2% des contributions dans l'option B financera une inflation de 2% des coûts salariaux et une petite somme supplémentaire. Dans l'option B, il est déjà proposé que la somme supplémentaire soit utilisée pour les Initiatives régionales/le GEST/les frais UICN (pour les maintenir à 13%).

Le tableau ci-dessous résume cet effet sur la période triennale. L'annexe II contient d'autres détails à ce sujet.

	2013-2015 CHF 000 Total
Dépenses option A	15 245
Coûts salariaux 2%	402
Autres – Initiatives régionales/GEST/frais UICN	215
Dépenses option B	15 862

22. **Le Secrétaire général est convaincu que l'option A n'est pas réaliste compte tenu des demandes actuelles et futures des Parties.** Telle qu'elle est présentée, l'option A est le meilleur budget pouvant être proposé avec un revenu inchangé pour trois ans. Sans augmentation salariale en 2012, cependant, et un budget n'en autorisant aucune pour trois ans supplémentaires, l'option A aura un effet marqué sur la gestion des ressources clés du Secrétariat – ses employés. Le Secrétaire général ne pourra pas résister à quelques augmentations des coûts salariaux et lui-même et le Comité permanent auront peu de choix pour faire des économies dans d'autres domaines. Des départs de personnel sont à prévoir ainsi que des coupes dans le recrutement, et d'autres parties du budget seront menacées.

23. L'option B donne au Secrétaire général un total de CHF 617 000 sur trois ans pour soutenir le développement de la ressource clé de la Convention. Ce n'est pas une grosse somme mais cela devrait financer l'inflation des coûts salariaux et laisser CHF 215 000 pour des investissements dans les Initiatives régionales, et cela devrait permettre d'apporter une subvention ou une autre forme d'appui financier au Président du GEST pour aider à maintenir l'engagement de Ramsar dans les processus scientifiques importants tels que l'IPBES. La Conférence des Parties peut naturellement décider de consacrer ces augmentations dans l'option B à d'autres postes.

Budget non administratif 2013-2015

24. Un budget non administratif et non financé a été ajouté aux deux options A et B de budget administratif dans l'annexe II pour donner les budgets combinés que l'on trouve dans l'annexe I. (À l'avenir, les options administratives et non administratives devraient se compléter dans une plus large mesure.)

25. Les dépenses comprises dans le budget non administratif non financé sont celles qui ne sont pas financées par le budget administratif mais qui sont considérées nécessaires pour exécuter le Plan stratégique 2009-2015 ou demandées avec vigueur dans des résolutions récentes de la COP et des décisions du Comité permanent. Cela comprend :

    a) exécution du programme de travail du GEST pour 2013-2015 (Stratégies 1.1, 1.2, 1.4, 1.5, 1.6, 1.7, 1.9, 2.5, 3.1). Les estimations de coûts sous E comprennent toutes les tâches prévues pour 2013-2015, y compris le projet GWOS mais excluant le projet SISR dans b) ci-dessous qui est inclus dans la Catégorie 1 du budget;
    b) amélioration du SISR et de la Banque de données des Sites Ramsar (Stratégie 2.2), Catégorie 1 du budget;
    c) poursuite de la Journée mondiale des zones humides au niveau actuel, c.-à-d. préparation et diffusion de produits tels que des brochures et des affiches et d'autres matériels de CESP à adapter et promotion de la JMZ (Stratégie 4.1);
    d) financement de Missions consultatives Ramsar d'urgence pour des Parties qui ne peuvent pas autofinancer leurs missions (Stratégies 2.4, 2.6), Catégorie 3 du budget;
    e) organisation d'un atelier de plan d'action de CESP et autres actions de CESP pour soutenir les activités de CESP financées par le budget administratif (Stratégie 4.1), Catégorie 4 du budget;
    f) CHF 1 million par an pour alimenter le Fonds de petites subventions et CHF 400 000 pour financer d'autres subventions afin de maintenir les trois programmes de subvention actuels opérationnels. Comme discuté par les Parties lors de COP précédentes et aux réunions du Comité permanent, tout au long de la

période triennale actuelle, ces programmes de subvention ont besoin de ce financement minimum pour rester en vie et efficaces. Aux niveaux récents de financement, les programmes ne permettent pas une utilisation efficace des ressources limitées soit des demandeurs, soit du Secrétariat. (Les subventions soutiennent de nombreuses Stratégies 2009-2015, y compris 1.3 et 5.1), Catégorie 5 du budget;

g) financement de réunions régionales annuelles qui serait renforcé dans l'année précédant la COP pour financer la participation des délégués et les frais des réunions régionales préparatoires de la COP, Catégorie 6 du budget;

h) financement de délégués parrainés éligibles pour la COP12 en 2015 (Stratégies 3.3, 4.2), Catégorie 7 du budget;

i) financement pour terminer le processus de vision 2016-2021 et de Plan stratégique 2016-2021, avec une participation importante des Parties contractantes et autres acteurs pertinents pour 2016-2021, Catégorie 8 du budget; et

j) appui financier aux Initiatives régionales, Catégorie D du budget.

26. Un personnel de Secrétariat additionnel a été inclus dans les trois versions du budget non administratif non financé, dans les Catégories G (Admin.), C (Avis régionaux et appui), B (Coordonnateur des partenariats) et F (Communication) du budget. L'appui technique aux technologies de l'information (TI) (personnel ou contrat) est inclus pour 2013 et quatre responsables régionaux sont inclus à partir de 2014. En outre, un responsable junior des partenariats et un responsable des médias sont inclus à partir de 2013. Tous ces postes ont besoin d'un plus grand engagement financier à court terme et pourraient être financés par un détachement de personnel ou des programmes JPO. Les coûts sont calculés d'après les conditions de recrutement suisses (et non internationales) au niveau P1.

27. Le revenu non administratif devrait essentiellement provenir des Parties contractantes bien que l'on présume aussi qu'une augmentation des contributions sera obtenue d'autres sources, y compris du secteur privé.

Autres commentaires

28. La présentation et l'approbation par la COP d'un budget combiné (avec à la fois un élément administratif, financé, et un élément non administratif, non financé) devraient soutenir la croissance de la Convention et aider les Parties et le Secrétariat dans leurs efforts de mobilisation de ressources et mieux aligner le Plan stratégique avec le Plan financier. Les ressources peuvent venir de différentes sources, et les budgets peuvent être révisés et réordonnés avec le temps, selon les priorités, mais un engagement à moyen terme pour 2013-2015, dans le cadre d'un budget combiné, envers des activités administratives et consacrées davantage au développement, est utile en cette époque financièrement difficile. Avoir un budget volontairement financé approuvé par les Parties soutiendra les efforts d'appels de fonds de la Convention.

29. L'engagement des Parties à régler les contributions non payées pourrait libérer des ressources additionnelles substantielles. Au 31 décembre 2011, les contributions non payées pour 2011 et la période précédente s'élevaient à plus de CHF 700 000, ce qui est plus de 15% du revenu de cette année. D'autres informations sur les contributions non payées figurent dans le document COP11 DOC.15.

30. La formation du personnel et le développement de la technologie, ne sont pas très bien prévus dans le budget administratif actuel de la Convention. Il n'y a pas de budget pour la formation du personnel de Secrétariat, par exemple, et il y a seulement un début de plan d'investissement dans la technologie. Les bases de données ont besoin d'un investissement régulier et important; les plateformes de communication clés et les outils nécessaires doivent être remis à niveau ou remplacés tous les 3 à 5 ans. Le Secrétariat, en tant que dépositaire d'informations, a besoin de technologies de gestion de documents efficaces pour soutenir efficacement ses activités. Fournir un accès à différentes formes de données sur les zones humides est aussi un pan critique de la mission de la Convention. Les arrangements du Secrétariat avec l'UICN prévoient le maintien de la technologie de l'information, mais les besoins internes et externes de l'UICN en matière de communication et de documentation et ses priorités sont quelque peu différents de ceux de Ramsar. Dans les budgets 2013-2015, il y a des attributions administratives et non administratives modestes pour commencer à régler ces problèmes. Équilibrer ces besoins avec d'autres activités clés, en particulier le soutien aux activités locales, nationales et régionales sur le terrain, est difficile. Le prochain Plan stratégique et les budgets 2016 et au-delà doivent permettre de poursuivre nos efforts pour éclaircir et aligner les priorités stratégiques et financières de la Convention.

Annexe I	**Budget combiné 2013-2015, option A avec contributions inchangées**
	Budget combiné 2013-2015, option B avec 2% d'inflation
Annexe II	**Réconciliation des budgets administratifs. Option A contre option B, résumé**
	Budget administratif – pas de modèle d'inflation, option A
	Budget administratif – modèle d'inflation, option B
Annexe III	**Contributions des Parties contractantes 2013-2015, options A et B**
Annexe IV	**Postes du personnel à partir du 1er janvier 2012**
Annexe V	**Résumé des résultats financiers – administratif, 2009-2012**

Annexe Ia : Option de budget A, avec contributions inchangées

Option de budget A, avec contributions inchangées	2013		2014		2015	
	Administratif	Non-administratif	Administratif	Non-administratif	Administratif	Non-administratif
REVENU	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**
i. Contributions des Parties	3'779	-	3'779	-	3'779	-
ii. Contributions volontaires	1'065	3'375	1'065	4'612	1'065	5'312
iii. Impôts	225	-	225	-	225	-
iv. Revenu des intérêts	12	-	12	-	12	-
REVENU TOTAL	**5'081**	**3'375**	**5'081**	**4'612**	**5'081**	**5'312**
DÉPENSES						
A. Cadres supérieurs du Secrétariat	825	-	825	-	825	-
B. Coordination des partenariats	311	130	311	130	311	130
C. Conseillers régionaux et appui	1'347	-	1'347	587	1'347	587
D. Appui aux Initiatives régionales	160	300	160	300	160	300
E. Services scientifiques et techniques	210	635	210	635	210	635
F. Communication, Documentation, CESP	506	130	506	130	506	130
G. Administration/SISR/Web	754	130	754	130	754	130
H. Coûts de fonctionnement	97	-	97	-	97	-
I. Services au Comité permanent	85	-	85	-	85	-
J. Frais des services administratifs UICN (maximum)	566	-	566	-	566	-
K. Divers – Fonds de réserve	75	-	75	-	75	-
K. Divers – Créances douteuses/taux de change/juridique	145	-	145	-	145	-
1. SISR et Banque de données FDR	-	100	-	100	-	200
2. Journée mondiale des zones humides	-	100	-	100	-	100
3. Missions consultatives Ramsar	-	150	-	150	-	150
4. Ateliers Plans d'action CESP	-	100	-	100	-	100
5. Programmes de subventions - FPS/WFF/SGA	-	1'400	-	1'400	-	1'400
6. Réunions régionales	-	150	-	750	-	150
7. Délégués à la COP et Prix Ramsar	-	-	-	-	-	1'200
8. Vision stratégique/Planification de 40+ et 2016-2021	-	50	-	100	-	100
TOTAL DÉPENSES	**5'081**	**3'375**	**5'081**	**4'612**	**5'081**	**5'312**
TOTAL COÛTS SALARIAUX – Salaires du personnel et frais annexes	**3'330**	**260**	**3'330**	**797**	**3'330**	**797**
	66%	8%	66%	17%	66%	15%
TOTAL FRAIS DE VOYAGE	**165**		**165**		**165**	
	3%		3%		3%	

Annexe Ib : Option de budget B, avec 2% d'inflation

Option de budget B, avec 2% d'inflation	2013		2014		2015	
	Administratif - 2%	Non-administratif	Administratif - 2%	Non-administratif	Administratif - 2%	Non-administratif
REVENU	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**
i. Contributions des Parties	3'854	-	3'931	-	4'010	-
ii. Contributions volontaires	1'087	3'375	1'109	4'612	1'131	5'312
iii. Impôts	230	-	234	-	239	-
iv. Revenu des intérêts	12	-	12	-	12	-
REVENU TOTAL	**5'183**	**3'375**	**5'286**	**4'612**	**5'392**	**5'312**
DÉPENSES						
A. Cadres supérieurs du Secrétariat	841	-	857	-	873	-
B. Coordination des partenariats	317	130	322	130	328	130
C. Conseillers régionaux et appui	1'372	-	1'398	587	1'424	587
D. Appui aux Initiatives régionales	160	300	140	300	169	300
E. Services scientifiques et techniques	238	635	240	635	242	635
F. Communication, Documentation, CESP	513	130	520	130	528	130
G. Administration/SISR/Web	763	130	817	130	823	130
H. Coûts de fonctionnement	97	-	97	-	97	-
I. Services au Comité permanent	85	-	85	-	85	-
J. Frais des services administratifs UICN (maximum)	578	-	590	-	602	-
K. Divers – Fonds de réserve	75	-	75	-	75	-
K. Divers – Créances douteuses/taux de change/juridique	145	-	145	-	145	-
1. SISR et Banque de données FDR	-	100	-	100	-	200
2. Journée mondiale des zones humides	-	100	-	100	-	100
3. Missions consultatives Ramsar	-	150	-	150	-	150
4. Ateliers Plans d'action CESP	-	100	-	100	-	100
5. Programmes de subventions - FPS/WFF/SGA	-	1'400	-	1'400	-	1'400
6. Réunions régionales	-	150	-	750	-	150
7. Délégués à la COP et Prix Ramsar	-	-	-	-	-	1'200
8. Vision stratégique/Planification de 40+ et 2016-2021	-	50	-	100	-	100
TOTAL DÉPENSES	**5'183**	**3'375**	**5'286**	**4'612**	**5'392**	**5'312**
TOTAL COÛTS SALARIAUX – Salaires du personnel et frais annexes	**3'395**	**260**	**3'466**	**797**	**3'531**	**797**
	66%	8%	66%	17%	65%	15%
TOTAL FRAIS DE VOYAGE	**165**		**165**		**165**	
	3%		3%		3%	

Annexe II : Réconciliation des budgets administratifs. Option A contre option B. Résumé

Hypothèses de base dans les deux modèles :

	2013	2014	2015	2013-2015
	CHF'000	CHF'000	CHF'000	TOTAL
Provision légale 20%	60	60	60	180
Investissement dans TI/documentation web	28	68	68	164
Augmentation du Fonds de réserve	75	75	75	225

Coûts UICN 13% des postes budgétaires pertinents
Pas de nouveaux postes
Changement de SG en 2013/2014

Conséquences du choix de l'option A (0%)

Si l'inflation des coûts salariaux est de 2% par an et les augmentations de coûts sont inévitables, une coupe dans les ressources humaines de 4% pour la période triennale sera nécessaire ou dans un poste de valeur équivalente comme, par exemple, les Initiatives régionales.

Financement dans l'option A :	2013	2014	2015	2013-2015
	CHF'000	CHF'000	CHF'000	TOTAL
Initiatives régionales	160	120	120	400
Réunion GEST mise en œuvre/voyages des Présidents	80	80	80	240

Conséquences du choix de l'option B (2%)

L'option B offre une meilleure chance de gérer le Secrétariat et le budget sans coupe dans les ressources humaines.
L'option B apporte quelques fonds additionnels pour les Initiatives régionales, le GEST et l'UICN (ou pour d'autres activités choisies par les Parties contractantes), comme démontré dans la réconciliation ci-dessus

	2013	2014	2015	2013-2015	% ? en coûts sur Option A sur 3 ans
	CHF'000	CHF'000	CHF'000	TOTAL	
Total revenu/dépenses – option A (0%)	5'082	5'082	5'082	15'245	
2% d'inflation coûts salariaux	65	136	201	402	4%
Initiatives régionales	0	20	49	69	**Porte le total à 469 sur la période triennale**
Appui au Président du GEST (Subvention/appui/IPBES)	25	25	25	75	**Porte le total à 315 sur la période triennale**
Coûts UICN	12	24	36	71	
	37	69	110	215	
Total revenu/dépenses – option B (2%)	5'183	5'286	5'392	15'862	

Annexe II : Budget administratif – modèle sans inflation. Option A

	Notes	2012*	2013	2014	2015	Total
REVENU		**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**
i. Contributions des Parties		3'779	3'779	3'779	3'779	11'336
ii. Contribution volontaire des États-Unis		1'066	1'066	1'066	1'066	3'197
iii. Impôt sur le revenu		250	225	225	225	675
iv. Revenu des intérêts		12	12	12	12	36
TOTAL REVENU		**5'107**	**5'082**	**5'082**	**5'082**	**15'245**
DÉPENSES						
A. Cadres supérieurs Secrétariat						
i. Salaires et prestations sociales (SG, ASG, asst exéc. du SG)	a	783	710	710	710	2'131
ii. Voyages officiels (SG, ASG)		37	45	45	45	135
iii. Autres prestations d'emploi**		-	70	70	70	210
B. Coordonnateur des partenariats						
i. Salaire et prestations sociales (Coordonnateur des partenariats)		257	216	216	216	647
ii. Voyages officiels		-	25	25	25	75
iii. Autres prestations d'emploi**		-	70	70	70	210
C. Avis régionaux et appui						
i. Salaires et prestations sociales (4 CRP, CAR, Chargé du PROE, 4 Conseillers assistants)		1'228	1'192	1'192	1'192	3'576
ii. Voyages officiels		80	85	85	85	255
iii. Autres prestations d'emploi**		50	70	70	70	210
D. Soutien aux Initiatives régionales						
i. Réseaux et centres régionaux		279	160	120	120	400
E. Services scientifiques et techniques						
i. Salaire et prestations sociales (Conseiller scientifique et technique)		110	120	120	120	360
ii. Mise en œuvre, GEST		51	30	30	30	90
iii. Réunions, GEST		45	50	50	50	150
iv. Voyages officiels, GEST (ASG pour le GEST)		8	10	10	10	30
F. Communication, documentation, CESP						
i. Salaires et prestations sociales (Responsable communication, Responsable Programme CESP, 50% Responsable documentation)	b	427	356	356	356	1'068
ii. Programme CESP		30	30	30	30	90
iii. Communication, traduction, publications et rapports		121	120	120	120	360
G. Administration – qui n'est pas incluse dans J ci dessous						
i. Salaires et prestations sociales (Administratrice/finances, Administratrice, 2 Assistants administratifs)	c	552	496	496	496	1'487
ii. Engagement de personnel et indemnités de départ***		36	25	25	25	75
iii. Autres prestations d'emploi			5	5	5	15
iv. Provision pour rupture de contrats du personnel et rapatriement		25				
v. Services d'information sur les Sites Ramsar		170	170	170	170	510
vi. Appui web/TI outre ceux qui sont fournis par l'UICN		30	58	98	98	254
H. Coûts de fonctionnement – qui ne sont pas autrement inclus dans J ci dessous						
i. Photocopies, impression, courrier		77	80	80	80	240
ii. Acquisition et entretien d'équipement/équipement de bureau outre ce qui est fourni par l'UICN, y compris amortissement		12	17	17	17	51
I. Services au Comité permanent						
i. Appui aux délégués au Comité permanent		42	44	44	44	132
ii. Réunions du Comité permanent		5	6	6	6	18
iii. Interprétation simultanée lors des réunions du CP		26	35	35	35	105
J. Coûts pour services administratifs UICN (maximum 13%)						
i. Administration, Ressources humaines, Finances et Services TI		579	566	566	566	1'698
K. Divers						
i. Fonds de réserve		-	75	75	75	225
ii. Augmentation des provisions pour contributions impayées des Parties et pertes de change		50	85	85	85	255
iii. Tout autre coût non énuméré ci-dessus – *Services juridiques*		-	60	60	60	180
TOTAL DÉPENSES		**5'107**	**5'081**	**5'081**	**5'081**	**15'244**
TOTAL COÛTS SALARIAUX – salaires du personnel et coûts connexes		**3'467**	**3'330**	**3'330**	**3'330**	**9'990**
		68%	66%	66%	66%	
TOTAL FRAIS DE VOYAGE		**124**	**165**	**165**	**165**	**495**
		2%	3%	3%	3%	

	Notes	
* Budget approuvé par la COP10 pour 2012 (Les coûts de personnel du début de 2013 dans les deux options sont, au total, inférieurs à ceux qui ont été prévus au budget pour 2012 à la COP10. Cela s'explique par le fait que les coûts, en particulier de personnel, ont été rigoureusement gérés et que l'inflation des salaires locaux n'a pas été aussi élevée que prévue au budget par la COP10. En outre, aucune augmentation de salaire n'est prévue pour 2012.)	a	L'ASG consacre 40% de son temps au GEST, 20% à la communication et 40% aux questions de Secrétariat général (y compris COP/CP/admin.). Frais de voyage environ 50% GEST, 50% ASG
** Subventions à l'éducation et aux congés. Frais d'éducation pour les expatriés fortement inflationnaires.	b	L'Administratrice et un assistant administratif consacrent 25% de leur temps à la communication.
*** Coûts de recherche de logement, déplacements de familles vers la Suisse (voyages en avion et déménagements)	c	Les assistants administratifs assurent les services de conférence/réunion et autres, soutenant presque tous les postes. L'Administratrice consacre 60% de son temps aux ressources humaines

Annexe II : Budget administratif – modèle d'inflation. Option B.

	Notes	2012*	2013	2014	2015	Total
REVENU		**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**	**CHF'000**
i. Contributions des Parties		3'779	3'854	3'931	4'010	11'796
ii. Contribution volontaire des États-Unis		1'066	1'087	1'109	1'131	3'327
iii. Impôt sur le revenu		250	230	234	239	702
iv. Revenu des intérêts		12	12	12	12	36
TOTAL REVENU		**5'107**	**5'183**	**5'286**	**5'392**	**15'861**
DÉPENSES						
A. Cadres supérieurs Secrétariat						
i. Salaires et prestations sociales (SG, ASG, asst exéc. du SG)	a	783	724	739	754	2'217
ii. Voyages officiels (SG, ASG)		37	45	45	45	135
iii. Autres prestations d'emploi**		-	71	73	74	219
B. Coordonnateur des partenariats						
i. Salaire et prestations sociales (Coordonnateur des partenariats)		257	220	225	229	674
ii. Voyages officiels		-	25	25	25	75
iii. Autres prestations d'emploi**		-	71	73	74	219
C. Avis régionaux et appui						
i. Salaires et prestations sociales (4 CRP, CAR, Chargé du PROE, 4 Conseillers assistants)		1'228	1'216	1'240	1'265	3'721
ii. Voyages officiels		80	85	85	85	255
iii. Autres prestations d'emploi**		50	71	73	74	219
D. Soutien aux Initiatives régionales						
i. Réseaux et centres régionaux		279	160	140	169	469
E. Services scientifiques et techniques						
i. Salaire et prestations sociales (Conseiller scientifique et technique)		110	123	125	127	375
ii. Mise en œuvre, GEST		51	55	55	55	165
iii. Réunions, GEST		45	50	50	50	150
iv. Voyages officiels, GEST (ASG pour le GEST)		8	10	10	10	30
F. Communication, documentation, CESP						
i. Salaires et prestations sociales (Responsable communication, Responsable Programme CESP, 50% Responsable documentation)	b	427	363	370	378	1'111
ii. Programme CESP		30	30	30	30	90
iii. Communication, traduction, publications et rapports		121	120	120	120	360
G. Administration – qui n'est pas incluse dans J ci dessous						
i. Salaires et prestations sociales (Administratrice/finances, Administratrice, 2 Assistants administrat	c	552	506	516	526	1'548
ii. Engagement de personnel et indemnités de départ***		36	25	25	25	75
iii. Autres prestations d'emploi			4	8	4	16
iv. Provision pour rupture de contrats du personnel et rapatriement		25				
v. Services d'information sur les Sites Ramsar		170	170	170	170	510
vi. Appui web/TI outre ceux qui sont fournis par l'UICN		30	58	98	98	254
H. Coûts de fonctionnement – qui ne sont pas autrement inclus dans J ci dessous						
i. Photocopies, impression, courrier		77	80	80	80	240
ii. Acquisition et entretien d'équipement/équipement de bureau outre ce qui est fourni par l'UICN, y compris amortissement		12	17	17	17	51
I. Services au Comité permanent						
i. Appui aux délégués au Comité permanent		42	44	44	44	132
ii. Réunions du Comité permanent		5	6	6	6	18
iii. Interprétation simultanée lors des réunions du CP		26	35	35	35	105
J. Coûts pour services administratifs UICN (maximum 13%)						
i. Administration, Ressources humaines, Finances et Services TI		579	578	590	602	1'770
K. Divers						
i. Fonds de réserve		-	75	75	75	225
ii. Augmentation des provisions pour contributions impayées des Parties et pertes de change		50	85	85	85	255
iii. Tout autre coût non énuméré ci-dessus – *Services juridiques*		-	60	60	60	180
TOTAL DÉPENSES		**5'107**	**5'183**	**5'286**	**5'392**	**15'861**
TOTAL COÛTS SALARIAUX – salaires du personnel et coûts connexes		**3'467**	**3'395**	**3'466**	**3'531**	**10'393**
		68%	66%	66%	65%	
TOTAL FRAIS DE VOYAGE		**124**	**165**	**165**	**165**	**495**
		2%	3%	3%	3%	

	Notes	
* Budget approuvé par la COP10 pour 2012 (Les coûts de personnel du début de 2013 dans les deux options sont, au total, inférieurs à ceux qui ont été prévus au budget pour 2012 à la COP10. Cela s'explique par le fait que les coûts, en particulier de personnel, ont été rigoureusement gérés et que l'inflation des salaires locaux n'a pas été aussi élevée que prévue au budget par la COP10.	a	L'ASG consacre 40% de son temps au GEST, 20% à la communication et 40% aux questions de Secrétariat général (y compris COP/CP/admin.). Frais de voyage environ 50% GEST, 50% ASG
** Subventions à l'éducation et aux congés. Frais d'éducation pour les expatriés fortement inflationnaires.	b	L'Administratrice et un assistant administratif consacrent 25% de leur temps à la communication.
*** Coûts de recherche de logement, déplacements de familles vers la Suisse (voyages en avion et déménagements)	c	Les assistants administratifs assurent les services de conférence/réunion et autres, soutenant presque tous les postes. L'Administratrice consacre 60% de son temps aux ressources humaines

Annexe III
Contributions des Parties contractantes 2013-2015

			Option A			Option B		
Estimations fondées sur :								
Membres au 1.1.12		Fin 2012	Contrib. admin. 2013	Contrib. admin. 2014	Contrib. admin. 2015	Contrib. admin. 2013	Contrib. admin. 2014	Contrib. admin. 2015
Barème des quotes-parts ONU 2010-2012		CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
1310-00068	Afrique du Sud	18 785	18 785	18 785	18 785	19 169	19 560	19 960
1310-00091	Albanie	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00001	Algérie	6245	6245	6245	6245	6373	6503	6636
1310-00026	Allemagne	391 214	391 214	391 214	391 214	399 209	407 363	415 679
1310-00145	Antigua-et-Barbuda	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00003	Argentine	14 003	14 003	14 003	14 003	14 289	14 581	14 879
1310-00002	Arménie	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00004	Australie	94 315	94 315	94 315	94 315	96 242	98 208	100 213
1310-00005	Autriche	41 522	41 522	41 522	41 522	42 371	43 236	44 119
1310-00124	Azerbaïdjan	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00099	Bahamas	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00102	Bahreïn	1903	1903	1903	1903	1942	1981	2022
1310-00006	Bangladesh	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00149	Barbade	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00116	Bélarus	2049	2049	2049	2049	2091	2134	2177
1310-00007	Belgique	52 451	52 451	52 451	52 451	53 523	54 617	55 732
1310-00112	Belize	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00118	Bénin	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00008	Bolivie	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00128	Bosnie-Herzégovine	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00096	Botswana	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00009	Brésil	78 604	78 604	78 604	78 604	80 210	81 849	83 520
1310-00010	Bulgarie	1854	1854	1854	1854	1892	1931	1970
1310-00011	Burkina Faso	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00132	Burundi	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00115	Cambodge	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00150	Cameroun	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00012	Canada	156 476	156 476	156 476	156 476	159 674	162 935	166 261
1310-00146	Cap-Vert	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00013	Chili	11 515	11 515	11 515	11 515	11 750	11 990	12 235
1310-00014	Chine	155 597	155 597	155 597	155 597	158 778	162 021	165 328
1310-00125	Chypre	2244	2244	2244	2244	2290	2337	2385
1310-00110	Colombie	7026	7026	7026	7026	7170	7316	7465
1310-00084	Comores	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00109	Congo	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00015	Costa Rica	1659	1659	1659	1659	1693	1727	1763
1310-00093	Côte d'Ivoire	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1310-00016	Croatie	4733	4733	4733	4733	4830	4928	5029
1310-00123	Cuba	3464	3464	3464	3464	3535	3607	3681
1310-00018	Danemark	35 911	35 911	35 911	35 911	36 645	37 393	38 157
1310-00135	Djibouti	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000

1310-00020	**Égypte**	**4586**	**4586**	**4586**	**4586**	**4680**	**4776**	**4873**
1310-00113	**El Salvador**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00155	**Émirats arabes unis**	**19 078**	**19 078**	**19 078**	**19 078**	**19 468**	**19 865**	**20 271**
1310-00019	**Équateur**	**1952**	**1952**	**1952**	**1952**	**1992**	**2032**	**2074**
1310-00021	**Espagne**	**155 012**	**155 012**	**155 012**	**155 012**	**158 180**	**161 411**	**164 706**
1310-00022	**Estonie**	**1952**	**1952**	**1952**	**1952**	**1992**	**2032**	**2074**
1310-00086	**Ex-République yougoslave de Macédoine**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00064	**Fédération de Russie**	**78 165**	**78 165**	**78 165**	**78 165**	**79 762**	**81 391**	**83 053**
1310-00151	**Fidji**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00023	**Finlande**	**27 616**	**27 616**	**27 616**	**27 616**	**28 181**	**28 756**	**29 343**
1310-00024	**France**	**298 753**	**298 753**	**298 753**	**298 753**	**304 859**	**311 086**	**317 436**
1310-00025	**Gabon**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00094	**Gambie**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00105	**Géorgie**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00027	**Ghana**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00028	**Grèce**	**33 715**	**33 715**	**33 715**	**33 715**	**34 404**	**35 107**	**35 824**
1310-00029	**Guatemala**	**1366**	**1366**	**1366**	**1366**	**1394**	**1423**	**1452**
1310-00030	**Guinée**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00136	**Guinée équatoriale**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00031	**Guinée-Bissau**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00032	**Honduras**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00033	**Hongrie**	**14 198**	**14 198**	**14 198**	**14 198**	**14 489**	**14 785**	**15 086**
1310-00138	**Îles Marshall**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00035	**Inde**	**26 055**	**26 055**	**26 055**	**26 055**	**26 587**	**27 130**	**27 684**
1310-00036	**Indonésie**	**11 612**	**11 612**	**11 612**	**11 612**	**11 850**	**12 092**	**12 339**
1310-00156	**Irak**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1016**	**1037**
1310-00038	**Iran, République islamique d'**	**11 369**	**11 369**	**11 369**	**11 369**	**11 601**	**11 838**	**12 079**
1310-00037	**Irlande**	**24 298**	**24 298**	**24 298**	**24 298**	**24 795**	**25 301**	**25 818**
1310-00034	**Islande**	**2049**	**2049**	**2049**	**2049**	**2091**	**2134**	**2177**
1310-00098	**Israël**	**18 736**	**18 736**	**18 736**	**18 736**	**19 119**	**19 510**	**19 908**
1310-00039	**Italie**	**243 911**	**243 911**	**243 911**	**243 911**	**248 896**	**253 980**	**259 165**
1310-00103	**Jamaïque**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00040	**Japon**	**611 363**	**611 363**	**611 363**	**611 363**	**623 858**	**636 600**	**649 596**
1310-00041	**Jordanie**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00153	**Kazakhstan**	**3708**	**3708**	**3708**	**3708**	**3784**	**3861**	**3940**
1310-00042	**Kenya**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00139	**Lesotho**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00087	**Lettonie**	**1854**	**1854**	**1854**	**1854**	**1892**	**1931**	**1970**
1310-00114	**Liban**	**1610**	**1610**	**1610**	**1610**	**1643**	**1677**	**1711**
1310-00137	**Libéria**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00119	**Libye**	**6294**	**6294**	**6294**	**6294**	**6423**	**6554**	**6688**
1310-00043	**Liechtenstein**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00044	**Lituanie**	**3171**	**3171**	**3171**	**3171**	**3236**	**3302**	**3370**
1310-00045	**Luxembourg**	**4391**	**4391**	**4391**	**4391**	**4481**	**4573**	**4666**
1310-00111	**Madagascar**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00085	**Malaisie**	**12 344**	**12 344**	**12 344**	**12 344**	**12 597**	**12 854**	**13 116**
1310-00097	**Malawi**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00046	**Mali**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00047	**Malte**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00048	**Maroc**	**2830**	**2830**	**2830**	**2830**	**2888**	**2947**	**3007**
1310-00127	**Maurice**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00049	**Mauritanie**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**

1310-00050	**Mexique**	**114 954**	**114 954**	**114 954**	**114 954**	**117 303**	**119 699**	**122 143**
1310-00104	**Monaco**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00106	**Mongolie**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00154	**Monténégro**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00140	**Mozambique**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00142	**Myanmar**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00090	**Namibie**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00051	**Népal**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00101	**Nicaragua**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00054	**Niger**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00122	**Nigéria**	**3806**	**3806**	**3806**	**3806**	**3884**	**3963**	**4044**
1310-00055	**Norvège**	**42 498**	**42 498**	**42 498**	**42 498**	**43 366**	**44 252**	**45 155**
1310-00053	**Nouvelle-Zélande**	**13 320**	**13 320**	**13 320**	**13 320**	**13 592**	**13 870**	**14 153**
1310-00076	**Ouganda**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00129	**Ouzbékistan**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00057	**Pakistan**	**4001**	**4001**	**4001**	**4001**	**4083**	**4166**	**4251**
1310-00134	**Palaos**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00056	**Panama**	**1073**	**1073**	**1073**	**1073**	**1095**	**1118**	**1141**
1310-00058	**Papouasie-Nouvelle-Guinée**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00089	**Paraguay**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00052	**Pays-Bas**	**90 509**	**90 509**	**90 509**	**90 509**	**92 359**	**94 245**	**96 169**
1310-00059	**Pérou**	**4391**	**4391**	**4391**	**4391**	**4481**	**4573**	**4666**
1310-00060	**Philippines**	**4391**	**4391**	**4391**	**4391**	**4481**	**4573**	**4666**
1310-00061	**Pologne**	**40 400**	**40 400**	**40 400**	**40 400**	**41 225**	**42 067**	**42 926**
1310-00062	**Portugal**	**24 933**	**24 933**	**24 933**	**24 933**	**25 442**	**25 962**	**26 492**
1310-00107	**République arabe syrienne**	**1220**	**1220**	**1220**	**1220**	**1245**	**1270**	**1296**
1310-00148	**République centrafricaine**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00100	**République de Corée**	**110 270**	**110 270**	**110 270**	**110 270**	**112 523**	**114 822**	**117 166**
1310-00121	**République de Moldova**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00092	**République démocratique du Congo**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00131	**République dominicaine**	**2049**	**2049**	**2049**	**2049**	**2091**	**2134**	**2177**
1310-00133	**République kirghize**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00159	**République populaire lao**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00017	**République tchèque**	**17 028**	**17 028**	**17 028**	**17 028**	**17 376**	**17 731**	**18 093**
1310-00120	**République-Unie de Tanzanie**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00063	**Roumanie**	**8636**	**8636**	**8636**	**8636**	**8813**	**8993**	**9176**
1310-00077	**Royaume-Uni**	**322 222**	**322 222**	**322 222**	**322 222**	**328 807**	**335 523**	**342 373**
1310-00147	**Rwanda**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00130	**Sainte-Lucie**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00141	**Samoa**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00152	**Sao Tomé-et-Principe**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00065	**Sénégal**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00081	**Serbie**	**1805**	**1805**	**1805**	**1805**	**1842**	**1880**	**1918**
1310-00143	**Seychelles**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00117	**Sierra Leone**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00066	**Slovaquie**	**6928**	**6928**	**6928**	**6928**	**7070**	**7214**	**7362**
1310-00067	**Slovénie**	**5026**	**5026**	**5026**	**5026**	**5128**	**5233**	**5340**
1310-00144	**Soudan**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00069	**Sri Lanka**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00071	**Suède**	**51 915**	**51 915**	**51 915**	**51 915**	**52 976**	**54 058**	**55 161**
1310-00083	**Suisse**	**55 135**	**55 135**	**55 135**	**55 135**	**56 262**	**57 411**	**58 583**
1310-00070	**Suriname**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**

1310-00126	**Tadjikistan**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00072	**Tchad**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00108	**Thaïlande**	**10 198**	**10 198**	**10 198**	**10 198**	**10 406**	**10 618**	**10 835**
1310-00088	**Togo**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00073	**Trinité-et-Tobago**	**2147**	**2147**	**2147**	**2147**	**2191**	**2235**	**2281**
1310-00074	**Tunisie**	**1464**	**1464**	**1464**	**1464**	**1494**	**1524**	**1555**
1310-00158	**Turkménistan**	**1269**	**1269**	**1269**	**1269**	**1295**	**1321**	**1348**
1310-00075	**Turquie**	**30 105**	**30 105**	**30 105**	**30 105**	**30 720**	**31 347**	**31 987**
1310-00095	**Ukraine**	**4245**	**4245**	**4245**	**4245**	**4332**	**4420**	**4510**
1310-00078	**Uruguay**	**1317**	**1317**	**1317**	**1317**	**1344**	**1372**	**1400**
1310-00079	**Venezuela**	**15 321**	**15 321**	**15 321**	**15 321**	**15 634**	**15 953**	**16 279**
1310-00080	**Viet Nam**	**1610**	**1610**	**1610**	**1610**	**1643**	**1677**	**1711**
1310-00157	**Yémen**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
1310-00082	**Zambie**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
		3 778 744	**3 778 744**	**3 778 744**	**3 778 744**	**3 854 319**	**3 931 405**	**4 010 032**
Autres contributions								
1310-21371-0001	**États-Unis d'Amérique***	**1 065 799**	**1 065 799**	**1 065 799**	**1 065 799**	**1 087 115**	**1 108 858**	**1 131 035**
TOTAUX		**4 844 543**	**4 844 543**	**4 844 543**	**4 844 543**	**4 941 434**	**5 040 262**	**5 141 067**
		4 844 543	**4 844 543**	**4 844 543**	**4 844 543**	**4 941 434**	**5 040 262**	**5 141 067**
			0%	0%	0%	2%	2%	2%
*D'après le budget approuvé par la COP10 **Comme précédemment, 22% des contributions totales des Parties								

Annexe IV
Postes du Secrétariat au 1er janvier 2012, tous financés par le budget administratif sauf le Chargé de projet Danone (23)

	Titre du poste	Grade UICN	Contrat expatrié
1	Secrétaire général SG	S	Oui
2	Secrétaire général adjoint SGA	M	Oui
3	Assistante exécutive du Secrétariat général	P1	Non
4	Coordonnateur des partenariats	M	Oui
5	Conseiller régional principal pour l'Afrique	M	Oui
6	Conseiller régional principal pour les Amériques	M	Oui
7	Conseiller régional principal pour l'Asie/Océanie	M	Oui
8	Conseiller régional principal pour l'Europe	M	Non
9	Responsable pour l'Océanie	n/a	Non
10	Chargé des affaires régionales	P2	Non
11	Stagiaire/Conseiller assistant pour la Région Afrique	Stagiaire	Non
12	Stagiaire/Conseiller assistant pour la Région Amériques	Stagiaire	Non
13	Stagiaire/Conseiller assistant pour la Région Asie/Océanie	Stagiaire	Non
14	Stagiaire/Conseiller assistant pour l'Europe	Stagiaire	Non
15	Conseiller scientifique et technique	P1	Non
16	Responsable Programme CESP	P2	Non
17	Responsable Communication	P1	Non
18	Responsable Documentation 50%	P2	Non
19	Administratrice des finances	P2	Non
20	Administratrice	P1	Non
21	Assistant administratif	A3	Non
22	Assistant administratif	A3	Non
23	Chargé des projets	P1	Non

Annexe V : Résumé des résultats financiers – Administratif, 2009-2012 (présentation comme budgets COP10)

	2009 CHF'000	2010 CHF'000	2011 CHF'000	2012 Budget révisé* CHF'000	Total CHF'000	Budget pour période triennale CHF'000	Variance	% (si >50k et >5%)	
Revenu des Parties	3'337	3'482	3'625	3'779	14'223	14'220	3		
Revenu des États Unis	941	942	872	850	3'605	4'011	(406)	-10%	Contribution USD
Impôt sur le revenu	227	188	250	200	865	1'000	(135)	-14%	
Revenu des intérêts	22	38	13	12	85	48	37		
Total revenu	**4'527**	**4'650**	**4'760**	**4'841**	**18'778**	**19'279**	**(501)**		
A. Cadres supérieurs du Secrétariat	502	488	485	503	1'978	2'092	114	5%	Coût de la vie/ augmentations mérite < budgétées
M. Coordonnateur des partenariats	87	142	163	321	713	684	(29)		
B. Appui et conseils régionaux	1211	1156	1244	1245	4'856	4'953	97		
C. Appui aux Initiatives régionales	279	260	168	194	901	1'117	216	19%	Allocations IR limitées en 2011/2012 compte tenu de l'incertitude financière
D. Services scientifiques et techniques	574	586	543	504	2'207	2'342	135	6%	Coût de la vie/ augmentations mérite < budgétées
E. Communication, rapports, CESP	542	483	556	603	2'184	2'533	349	14%	Coût de la vie/ augmentations mérite < budgétées. Économies sur dépenses (publications, impression,
F. Admin.	351	363	369	378	1'461	1'556	95	6%	Coût de la vie/ augmentations mérite < budgétées
G. Gestion financière	186	200	192	210	788	870	82	9%	Coût de la vie/ augmentations mérite < budgétées
H. Coûts de fonctionnement	94	90	82	98	364	354	(10)		
I. Comité permanent	71	103	152		326	292	(34)		
K. Coût services UICN	515	539	556	534	2'144	2'183	39		
J. Divers - Créances douteuses	4	50	29	75	158	60	(98)	-163%	Plus que budgété – problèmes persistants avec beaucoup de petites PC
- Pertes de change	14	273	26	75	388	140	(248)	-177%	Pertes spectaculaires sur liquidités euro.
- Rapatriement personnel/ rupture de contrat	22	-22	31		31	100	69	69%	Non requis – pas de changement fondamental du personnel expatrié dans la période
Total dépenses	**4'452**	**4'711**	**4'596**	**4'740**	**18'499**	**19'276**	**777**		

Fonds de réserve	**75**	**(61)**	**164**	**101**	**279**	**276**	**Ajout au Fonds de réserve**
						-75	**Fonds de réserve utilisé**
						363	**Ouverture Fonds de réserve**
						564	**Clôture Fonds de réserve (prévision)**

* Comme convenu à SC43

PLUS DE PRÉCISIONS DANS LES RAPPORTS DU COMITÉ PERMANENT ET DU SOUS-GROUPE SUR LES FINANCES DURANT LA PÉRIODE